



REVUE DE PRESSE

**PRESSE NATIONALE
RESEAUX SOCIAUX**

Transformation digitale

Des agences urbaines numériques en projet



Saïd Naoumi | 16 novembre 2020 à 19:22 |



Agence urbaine de Casablanca.

Projet ambitieux chez le département de l'Aménagement du territoire et de l'urbanisme. Il planche sur la mise en place d'agences urbaines numériques 2.0. Ce projet de transformation digitale fera l'objet d'une étude à commanditer le 21 décembre prochain pour 4 millions de dirhams. La consultation a pour objectif la conception et la mise en place d'un modèle d'agences urbaines numériques 2.0, «véritable accélérateur d'innovation» publique à l'échelle territoriale sur la base d'une vision prospective et avec la mise en place d'un système de veille urbaine. Le ministère entend ainsi mettre en place des agences urbaines plus «efficientes», «efficaces», «modernes», «ouvertes et plus flexibles», tout en offrant aux usagers et partenaires, des services simplifiés et personnalisés. Il s'agit également de renforcer le cœur de métier des Agences Urbaines pour en faire des pôles d'excellence territoriale en consolidant et mutualisant les efforts et moyens, afin de faciliter, entre autres, les processus relatifs à la gestion interne et aux métiers, à la qualité des services rendus et aux problématiques urbanistiques observées. «Notre département, qui vient de célébrer le centenaire de la première loi sur l'urbanisme au Maroc, est concerné aujourd'hui plus que jamais par la manière dont il doit se saisir de l'outil numérique dans sa capacité à métamorphoser nos systèmes de planification, modes de gestion, de production et d'aménagement du territoire», souligne le ministère. Il s'agit donc, selon l'Urbanisme, de s'engager dans une nouvelle époque tournée vers l'avenir, en profitant des potentialités technologiques qui se présentent. L'objectif étant de renouveler le modèle d'action publique du ministère et renforcer le repositionnement des missions des agences urbaines.

SOCIETE

Casablanca: La corniche Ain Sebaâ-Sidi Bernoussi bientôt aménagée

Après les aménagements réalisés sur les corniches de Ain Diab et de El Hank, Casa Aménagement lance un concours sur esquisse pour sélectionner un projet d'aménagement du littoral est de la ville, sur la corniche Ain Sebaâ-Sidi Bernoussi.



La séquence "Ain Sebaâ-Sidi Bernoussi" s'étend de l'allée des Mimosas au boulevard Annassij, sur quelque 3,4 km.

Actuellement, de l'océan vers la ville, ce site se compose de 3 types d'espaces successifs:

- La plage publique, en pente douce, plus ou moins large selon les marées, et qui peut être entièrement recouverte par les plus hautes vagues;
- Un espace surélevé, relativement plat, en léger belvédère sur la plage, délimité par les clôtures des propriétés privées et où sont parfois implantées des constructions de nature et de qualités variées;
- La côtière, RN322, voie extrêmement fréquentée, notamment par les poids lourds.

On est donc sur des espaces spécifiques, juxtaposés **sans lien réel**. La ville n'est pas ouverte, mais au contraire, **tourne le dos à l'océan**.



Par ailleurs, l'espace de la plage est difficilement accessible, car situé à l'arrière de grandes parcelles privées, et en lien avec aucun espace public de desserte réellement aménagé. Il est pourtant longé d'un axe majeur de Casablanca, la route côtière, qui traverse le Royaume du nord au sud.



Dans son cahier des charges, Casa Aménagement précise que le nouvel aménagement devra être **étudié dans la continuité des aménagements** de corniches déjà réalisés sur Casablanca. À terme, les allées piétonnes seront connectées aux aménagements existants sur les autres sites.

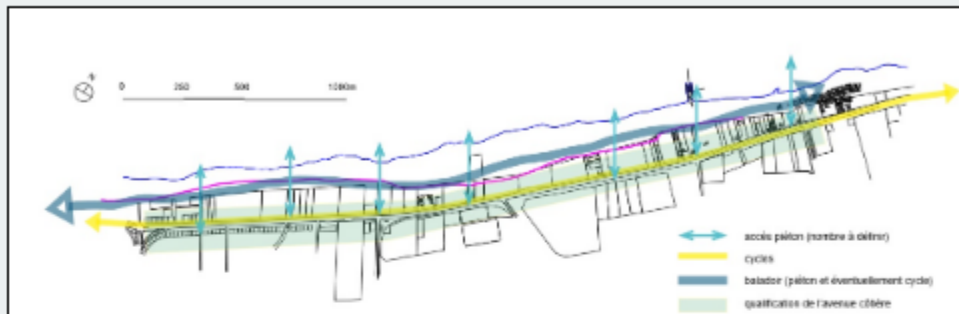
La SDL exige aussi que l'ensemble du projet soit accessible aux **personnes à mobilité réduite**, mais aussi aux engins de secours terrestres comme maritimes. Les ambiances lumineuses, les hauteurs de mâts seront à préciser selon les espaces. Une ligne de mobilier urbain spécifique (banc, corbeille, pergola, signalétique, construction légère, ...) sera créée. Les matériaux choisis devront être durables. Ils devront ainsi résister aux embruns et ne nécessiter aucun entretien.

Pour le réaménagement de cette partie du littoral du Grand Casablanca, Casa Aménagement exige du titulaire du marché de:

- **Maintenir la plage en tant que telle.** Pour ce faire, il devra notamment garder l'équilibre sédimentologique des plages et éviter tout problème d'érosion (ne prévoir aucune construction en dur sur les zones couvertes par le sable) et valoriser et favoriser les vues sur l'océan et la mosquée Hassan II.

- **Créer une continuité linéaire pour piétons (et éventuellement cycles):** Le baladoire devra accueillir une promenade pour les piétons et éventuellement pour les cycles. Il devra offrir des places assises ombragées.

Son dimensionnement, son positionnement altimétrique, ses matériaux et son éclairage, sont donc à étudier avec précision pour assurer sa fonctionnalité, son appropriation, mais aussi sa durabilité.



- Aménager des accès à la plage, et créer des ouvertures de l'océan vers la ville, et de la ville vers l'océan: Il s'agit de mener un travail en profondeur de la ville vers l'océan et d'exploiter le réel potentiel d'aménagement de certains espaces interstitiels pour créer des espaces publics ombragés, avec une palette végétale adaptée au site et nécessitant un entretien réduit.

Des aménagements cycles et piétons devront être proposés, afin d'établir des continuités vers l'océan depuis les quartiers d'habitations qui surplombent la côte. Ces accès pourront avoir des largeurs variées pour accueillir des espaces de jeux pour enfants, des espaces sportifs, des espaces de repos, des points de rencontre, des kiosques et des sanitaires publics.

- Structurer la route côtière: Celle-ci sera traitée et recalibrée en tant qu'avenue urbaine, avec piste cyclable protégée. Elle sera également sécurisée pour être traversée par les piétons et les cycles, et ponctuée par des aires de stationnement nécessaires à la desserte du site dans tout son linéaire.

Le montant global des travaux est arrêté par le maître d'ouvrage à un maximum de **72 millions de DH**. L'ouverture des plis est prévue pour le **2 décembre prochain**.



INFO360. VOICI TOUT CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR LA FUTURE STATION DE DESSALEMENT DU GRAND CASABLANCA

Par [Mehdi Heurteloup](#) le 18/11/2020 à 16h19



© Copyright : DR

Avec une capacité de production, à terme, de 300 millions de mètres cube d'eau par an, la future station de dessalement d'eau de mer du grand Casablanca sera une des plus grandes d'Afrique et devrait couvrir les besoins en eau de l'ensemble de la région à l'horizon 2050. Explications.

Cette future station de dessalement d'eau de mer sera construite dans les environs de Bir-Jdid, entre Casablanca et El Jadida. D'une capacité de production, à terme, de 300 millions de m³, elle devrait être une des plus grandes d'Afrique et sécuriser les besoins en eau de l'ensemble de la région du Grand Casablanca.

"Actuellement, la région du Grand Casablanca est alimentée en eau par le bassin d'Oum Rbia et le bassin du Bouregreg. Les ressources en eau du bassin d'Oum Rbia qui sont d'une part fortement sollicitées par les différents usages et d'autre part durement impactées par les sécheresses successives et le changement climatique, sont en train de baisser. L'objectif avec cette station est de déconnecter progressivement le grand Casablanca de ce bassin. Située à mi-distance entre Casablanca et El Jadida, la station pourrait éventuellement aussi alimenter la ville d'El Jadida", a indiqué Omar Benjelloun, Directeur de la recherche et de la planification de l'eau au sein de la Direction Générale de l'eau

Dès son lancement, la station produira 200 millions de m³ d'eau avant d'atteindre à terme sa capacité maximale de 300 millions de m³, ce qui correspond pratiquement au besoin total en eau du grand Casablanca à l'horizon 2050, selon des études menées par le ministère de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau.

LIRE AUSSI : Casablanca aura bientôt sa station de dessalement d'eau de mer, la plus grande en Afrique

"Les projets que nous réalisons sont pensés sur le long terme. Nous avons arrêté la capacité de production de la station en nous basant sur les projections de la consommation en eau de la région mais aussi sur les prévisions concernant le changement climatique et son impact sur la réduction des ressources en eau conventionnelles. Avec 300 millions de m³, à terme, la station de dessalement, gérée d'une manière intégrée avec le bassin du Bouregreg, sera en mesure de sécuriser l'approvisionnement en eau du grand Casablanca et éventuellement de la ville d'El Jadida à l'horizon 2050", souligne Omar Benjelloun.

Les études complémentaires concernant le suivi de la qualité de l'eau et d'autres paramètres sont en cours de lancement par le ministère. D'autres études complémentaires suivront dont des études géologiques, topographiques et géophysiques. La phase d'étude technique et de mise en place institutionnel et le montage financier du projet, devrait durer deux ans avant de laisser place à la phase de travaux. La station nécessitera un investissement de près de 10 milliards de dirhams et sera réalisée dans le cadre d'un partenariat public-privé à l'instar de ce qui s'est fait pour la station de dessalement de Chtouka au sud d'Agadir

Ce projet, inscrit dans le Programme National pour l'approvisionnement en eau potable et l'irrigation 2020-2027, est mené par le Ministère de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau en partenariat avec le ministère de l'Intérieur, le ministère de l'Économie et des Finances, le ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, le Ministère de l'Énergie, des Mines et de l'Environnement, l'ONEE et la Région de Casablanca Settat.

«Une demande en eau d'environ 30 à 40 millions de m³ pour soutenir un petit périmètre agricole dynamique dans la région est également en cours d'examen et pourrait être éventuellement associée au futur projet dans le but d'exploiter la station de dessalement à un niveau intéressant dès les premières années. Le ministère de l'Énergie, associé au Projet, a pour mission d'examiner les solutions pour optimiser la consommation énergétique de la station et de son alimentation en énergies renouvelables pour réduire les impacts économiques et écologiques », explique Omar Benjelloun.

ECONOMIE

Habitat: Une nouvelle génération de cahiers des charges

Par Mohamed CHAOUI | Edition N°:5886 Le 17/11/2020 | Partager     

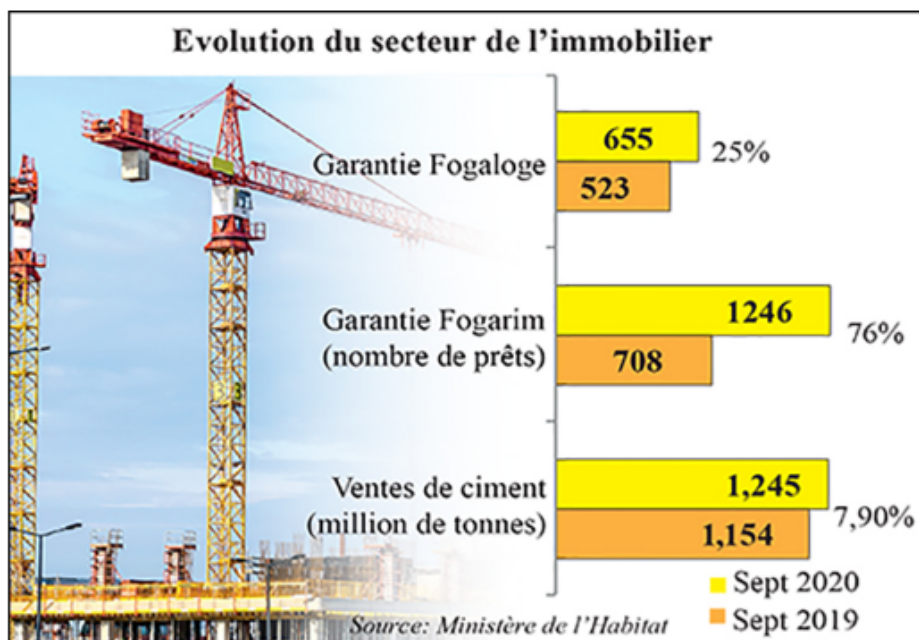
Ils seront dévoilés bientôt



Le ministère veut accélérer les réformes

Les taux de réalisation des engagements dépassent 62%

«Nous sommes en train de préparer une nouvelle génération de cahiers de charges dans de nombreux programmes comme notamment l'habitat économique, les Villes sans bidonvilles,... en prenant en compte les contraintes d'avant et pendant la pandémie». Les prestations de Nouzha Bouchareb devant les parlementaires, sont très suivies.



Lors de la première partie de cette année, la tendance de tous les indicateurs était à la baisse. Les indicateurs positifs s'expliquent par l'exécution des dispositions prises dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2020

Et pour cause, son secteur représente 6% du PIB, emploie près de 1 million de personnes et jouit d'un effet important sur le système bancaire. En plus, le secteur jouit des prolongements dans les territoires et fait partie des centres d'intérêt des politiques et des citoyens. La réunion pour présenter le budget sectoriel de son ministère n'a pas dérogé à la règle.

Pour celle qui vient de terminer une année à la tête de son ministère, elle est pressée de «mener des réformes et dès maintenant». Pour la ministre de l'Habitat, de l'aménagement du territoire et de la politique de la ville, «le PLF 2021 est exceptionnel. Il va nous pousser à adhérer à la reprise économique sans attendre. Mais, il nécessite une dose d'audace pour dire franchement ce qui ne marche pas et comment faire pour trouver des solutions».

Selon elle, la meilleure réponse aux critiques réside dans le taux de réalisation des engagements du secteur pris dans le cadre du programme gouvernemental. Les indicateurs dans l'aménagement du territoire affichent un taux de 63%. «Pour l'habitat, les bidonvilles et le menaçant ruine, nous sommes entre 62 et 65%, sachant que les mois de confinement, les chantiers étaient complètement à l'arrêt». L'essentiel est de ne pas revenir en arrière. Il s'agit de conserver les acquis et éviter que le gap ne se creuse davantage. «Car l'Etat a engagé beaucoup d'investissement pour laisser tout tomber et repartir de zéro. Dans tous les programmes des établissements sous tutelle du ministère, en dépit du retard enregistré, nous pouvons dire que 70% des chantiers tournent à un rythme normal», a affirmé Nouzha Bouchareb.

Comme son ministère est composé de plusieurs départements (habitat, aménagement du territoire, urbanisme et politique de la ville), elle a développé l'esprit de la convergence interne. Ce qui a donné ses fruits. Ainsi, la mesure Casier zéro a permis de ressortir des programmes d'investissement de 9 milliards de DH. Ce sont des projets qui étaient arrêtés, par manque de documents ou autres, emploient une main d'œuvre estimée à plus de 40.000 personnes.

M.C.

Habitat: L'agenda du monde rural aussi important

Par Mohamed CHAOUI | Edition N°:5886 Le 17/11/2020 | Partager [f](#) [t](#) [e](#) [r](#) [+](#)

Dans les programmes financés, 50% iront pour la campagne



Des centres émergents dès 2021

L'autre cheval de bataille de Nouzha Bouchareb est incontestablement le monde rural. L'agenda du monde rural est important, selon elle. Car, estime-t-elle, «plusieurs problèmes dans les villes et les périphéries viennent de la problématique du monde rural». Le programme que son département met en pratique nécessite la participation d'autres intervenants.



Le ministère de l'Habitat travaille actuellement avec l'Intérieur pour préparer des propositions en matière de superficie et de hauteur des constructions (Ph L'Economiste)

Certaines régions ont profité plus que d'autres des plans gratuits d'architectes et de topographes. Ainsi, dans les programmes financés dans le cadre de l'habitat ou la mise à niveau, 50% vont vers le monde rural et le reste vers la ville. Pour elle, l'équité spatiale doit se concrétiser dans la répartition entre la campagne et la ville, y compris la périphérie.

Par ailleurs, les autorisations de construction dans le monde rural représentent le tiers des dossiers étudiés, a noté la ministre. Ainsi, le taux d'acceptation des dépôts au niveau des agences urbaines représente 73%. Le taux de refus y est de 27%. En outre, 67% des autorisations accordées concernent des superficies inférieures à 1.000 mètres carrés. Il s'agit d'habitations individuelles à hauteur de 82%. Les projets agricoles ne représentent que 5%. Son département travaille avec le ministère de l'Intérieur pour préparer des propositions en matière de superficie et de hauteur des constructions.

Par ailleurs, sur le monde rural, la ministre a beaucoup insisté sur le programme des Centres émergents. L'objectif est de créer des richesses, et en cas de problèmes ou d'une sécheresse rude, l'exode se fera vers ces centres au lieu des villes. Le ministère a commencé à mettre en œuvre le programme national dont un plan d'urgence concerne 100 centres ruraux dans une situation de vulnérabilité. Sa population est estimée à 1,1 million de personnes. Près de 74% sont situés dans les zones montagneuses. Mais le programme prioritaire retient 77 Centres émergents, avec une population de 1,2 million d'habitants. Leur répartition est équilibrée sur l'ensemble du territoire, à raison d'un Centre par province. Chacun doit avoir des effets sur au moins 3 communes des alentours et être un levier de développement.

Le programme d'action de 2021 prévoit le lancement des études techniques pour l'élaboration de projets de ces Centres et des budgets qui leur seront alloués. Cette opération sera accompagnée par la mise en place d'un système de gouvernance et la création d'une commission interministérielle chargée de ce dossier. Des aides techniques seront apportées. En tout cas, ce programme ne concerne pas uniquement le département de Nouzha Bouchareb. Il s'agit d'une politique intégrée où tous les secteurs y participent.

M.C.



ÉCONOMIE IMMOBILIER ET BTP

Immeubles anciens : une détérioration qui coûte cher au pays

Par Ibtissam Benchan... — Le 8 Nov, 2020

Partager



LEUR ÉTAT MINE LE PAYSAGE URBAIN ET LE PATRIMOINE ARCHITECTURAL DES VILLES. LE NIVEAU TRÈS BAS DES LOYERS Y EST POUR BEAUCOUP . LA RESPONSABILITÉ INCOMBE AUX PROPRIÉTAIRES, MAIS AUSSI À L'ÉTAT.

Parmi les problèmes dont souffre le secteur immobilier, c'est bien celui de la détérioration des anciens immeubles. Des façades délabrées, un entretien absent, des parties communes en décrépitude, des escaliers cassés, une peinture écaillée. A cela s'ajoutent un loyer ridiculement faible et l'absence d'un syndic. Combien de ménages vivent dans des appartements loués à un montant dérisoire, 200 ou 500 DH mensuellement !

L'état déplorable de ces bâtisses impacte le paysage urbain mais aussi et surtout le patrimoine architectural du pays. En fait, ces immeubles, tout comme les locaux à usage commercial, ont obéi à d'anciennes lois régissant les relations entre les bailleurs

et les locataires. Parmi ces dispositions, le maintien dans les lieux, même après l'expiration du délai du bail et la possibilité de transmission du bail aux héritiers vivant dans le logement.

Entre-temps, le secteur immobilier a enregistré plusieurs avancées, tant sur le plan architectural qu'institutionnel, juridique ou encore opérationnel, induisant du coup une hausse des prix à l'acquisition, comme à la location. Mais cela n'a pas touché les immeubles anciens. «Il est vrai que la loi actuelle n°67-12 régissant le locatif résidentiel et professionnel stipule une augmentation des loyers de 8% au bout de 3 ans. Mais, même en appliquant cette loi, la situation ne changerait pas. Le problème ne réside pas dans l'application mais dans la revalorisation de ces loyers bas», explique Douglas Benchetrit, architecte à Casablanca. Il faut savoir que ce texte réglementaire, dans son article 35, donne aux tribunaux un pouvoir discrétionnaire pour décider de l'augmentation jusqu'à 50% des loyers dont le montant ne dépasse pas 400 DH par mois. Qu'en est-il sur le terrain ? «La loi penche généralement du côté du locataire. Quand une affaire de loyer est portée devant le tribunal pour une augmentation ou une revalorisation, le juge tranche très souvent en faveur du locataire», indique un avocat au barreau de Casablanca.

En tout cas, ce niveau bas de loyer induit l'absence de syndic et un état délabré des parties indivises. «Certains immeubles à Casablanca sont actuellement dans un état qui laisse à désirer, avec un système électrique désuet, des câbles suspendus, des installations sanitaires d'une autre époque, et cela sans parler de l'état menaçant de la structure de certains immeubles», se désole M.Benchetrit.

La situation est similaire à Rabat. «Plusieurs sociétés de gestion locative disposent de dizaines d'immeubles mis en location, sans pour autant que l'entretien soit réellement pris en compte», illustre Rachid Boufous, architecte, urbaniste et membre du CNOA. Il ajoute que «la responsabilité de l'état de ces immeubles n'incombe pas aux locataires mais clairement aux propriétaires. D'ailleurs, même la loi sur la copropriété oblige les propriétaires à entretenir les parties indivises de l'immeuble». L'objectif est double : préserver les immeubles anciens qui jouissent d'une architecture exceptionnelle et reconsidérer la valeur de ces bâtisses. Cependant, il arrive souvent que les propriétaires, même à travers un syndic professionnel, ne soient pas d'accord sur l'entretien de ces parties communes. «Cela peut entrer dans les prérogatives de la police urbaine. En effet, ses domaines d'intervention sont l'hygiène, la salubrité publique, la propreté, l'urbanisme, l'occupation du domaine public... Dans ce cas, l'Etat peut obliger directement les propriétaires à entretenir l'immeuble, notamment les façades», ajoute M. Boufous.

Il faut dire que les efforts entrepris par l'Etat sont jugés insuffisants par les professionnels. «La majorité des grands projets d'infrastructure du pays, notamment à Casablanca, ne sont d'aucune valeur ajoutée en terme de création de richesse», constate Taoufik Kamil, président de la FNPI. De son côté, M.Benchetrit renchérit : «Beaucoup d'argent a été investi dans l'urbanisme des anciens quartiers de Casablanca afin de revaloriser le centre-ville. Mais sur le plan juridique, le bât blesse. Plusieurs lacunes sont à combler. Comment et selon quel principe un contrat de location est "hérité" à travers les générations», ironise-t-il.

La rénovation comme vecteur d'attractivité touristique

Dans la mise en place de la politique d'une ville, il est nécessaire de prendre en compte les éléments créateurs de richesse. A ce titre, Taoufik Kamil, président de la FNPI, met l'accent sur la rénovation des immeubles anciens, ou de ceux menaçant ruine, comme vecteur d'attraction des touristes intéressés par le patrimoine marocain. Si tous les immeubles rentrant dans ces deux dernières catégories sont restaurés, l'ancienne médina, par exemple, sera érigée comme zone touristique mais aussi commerciale. «C'est tout un écosystème qui sera donc dynamisé (cafés, restaurants, commerces, hôtels...) avec création de l'emploi et de la valeur ajoutée pour la ville», explique-t-il. Au-delà de la préservation de l'immeuble, la restauration d'une ancienne bâtisse, lui donne sa juste valeur. A Derb Soltane, par exemple, un bien immobilier acquis à 600 000 DH a nécessité un coût de rénovation de l'ordre de 500 000 DH et a été revendu à 6 MDH. Encore plus, quand il s'agit d'une zone commerciale ■

تعليق الرخص يعرقل مشاريع جديدة بمدينة الدار البيضاء



السبت 14 نونبر 2020

كنا 24

يشتكى أصحاب المشاريع الجديدة في مدينة الدار البيضاء، من عراقيل تمديد مدة دراسة الملفات، رغم أن التعليمات الملكية التي صدرت مؤخرا، بأن لا تتعدى شهرا واحدا، إذ لا تُسلم أغلب الملفات، رغم تعدد الزيارات الميدانية لشباك الوحيد بالمدينة.

إذ تم تعليق المشاريع والرخص التي تنتظر على طابور دار الخدمات منذ الأسابيع الأولى لانتشار الوباء، بعد التأجيلات المتوالية لأعمال اللجان المشتركة، وزادت من تفاقم الوضع، إصابة مديرة الشباك الوحيد ونائبه بوباء كوفيد 19 المستجد.

ووجه أصحاب المشاريع المعقولة الذين وصفتهم أحد المصادر الإعلامية "بالتائهين بين ممرات" الشباك الوحيد، مجلس المدينة المنشغل بحسابات الأشهر الأخيرة من الفترة الانتخابية.

خدمات رقمية جديدة للحصول على الوثائق الإدارية عن بعد بالدار البيضاء



الثنين 16 نونبر 2020

كنا 24

أطلق مجلس مدينة الدار البيضاء، مؤخرا، تطبيق الهاتف المحمول لمنصة casa store، والذي يهدف إلى توفير العديد من الخدمات الرقمية لاستقبال ودراسة ومنح طلبات تراخيص التعبير الثلاث الجديدة والمتعلقة بالإصلاح، الهدم والتسوية لسكان وزوار العاصمة الاقتصادية للمملكة التي تسعى إلى ربح رهان المدينة الذكية.

ويهدف تطبيق الهاتف النقال لمنصة casastore، إلى خلق فضاء للتفاعل والمشاركة من طرف البيضاويين، والإسهام في رفع مستوى وموثوقية التطبيقات والتفاعلات، بهدف المساهمة في جعل مدينة الدار البيضاء رائدة في مجال استعمال التكنولوجيا الرقمية في خدمة المدينة وسكانها وزوارها، وأن تكون وسيطا أساسيا بين المواطنين والمهنيين وزوار الدار البيضاء من جهة، وبين الإدارة العمومية من جهة أخرى.

وكان مجلس مدينة الدار البيضاء قد أعلن عن الخدمة الرقمية، المتاحة على بوابة الدار البيضاء casablancacity.ma، لتمكن مواطنيها من الإطلاع عبر مصالح الجماعة ومقاطعاتها 16، على الإجراءات الواجب اتباعها للحصول على خدمة إدارية معينة عبر الإنترنت.

وتسهل هذه العملية مجموعة من الخدمات الإلكترونية للمواطن من أجل معرفة الوثائق المطلوبة لأي خدمة إدارية، والمصلحة المكلفة باستلام الوثائق المطلوبة، والمصلحة المكلفة بتقديم الخدمة، ومدة الحصول على الخدمة، وكلفتها، وغالبية خدماتها مجانية، ودون الحاجة إلى الذهاب إلى المصالح الإدارية للاستفسار عنها، فضلا عن توفير الوقت وتجنب انتظار بالمؤسسات الإدارية.

كما تتيح هذه الخدمة الولوج إلى الشباك الإلكتروني الوطني لطلب الوثائق الإدارية عبر الولوج إلى الشباك الإلكتروني لطلب الوثائق الإدارية للحصول على موجر عقد الولادة أو نسخة منه، والذي سيصل إلى صاحب الطلب عبر البريد المضمون.

ومن بين الخدمات الإدارية المتاحة رقميا بالدار البيضاء معرفة الوثائق المطلوبة للحصول على الرخص سواء منها المغلفة بالرخص الاقتصادية والتجارية أو رخص التعبير، وطلب الحصول عليها إلكترونيا.

فمن خلال منصة Rokhas.ma لتدبير التراخيص والرخص الاقتصادية والتجارية، تتم معالجة طلبات منح التراخيص وإصدار التراخيص الاقتصادية والتجارية بطلب الترخيص، واعتماد الرأي النهائي للجنة الخاصة بالقبول أو الرفض، ضمان استخلاص الرسوم المتعلقة بالتراخيص، كما توفر هذه المنصة إمكانية الحصول على وصول التصاريح الخاصة بالأنشطة غير المصنفة، والرخص الخاصة بالأنشطة المصنفة ورخص احتلال الملك العام.

وتختص منصة Rokhas.ma التفاعلية باستقبال ودراسة ومنح طلبات تراخيص التعبير، والتي كانت متاحة فقط لطلبات رخص بالبناء، إذ أطلقت جماعة الدار البيضاء، شهر ماي الماضي، خدمة إلكترونية خاصة بتلقي ومعالجة وتسليم ثلاث رخص جديدة في مجال التعبير بمدينة الدار البيضاء، والتي تتعلق برخص الإصلاح والهدم والتسوية.



"مزيلة مديونة" تستمر في خنق البيضاويين.. وعود الجماعة بفتح مطرح جديد تنتظر التطبيق

19 نوفمبر 2020 - 18:30

سكينة خرياش



يستمر مطرح مديونة للنفايات بمدينة الدار البيضاء، في خنق الساكنة المجاورة له، والذين ينتظرون حلا عاجلا يتخلصون عبره من تبيعات ما قد يخلفه التلوث الذي يتسبب فيه، والذي ينذر بكارثة تهدد البيئة وكذا صحة المواطنين وسلامتهم.

وفي الوقت الذي تستمر فيه جماعة الدار البيضاء بتأكيد وعودها بقرب فتح المطرح البديل للنفايات، يواصل مواطنون طرح تساؤلاتهم عن سبب هذا التأخر الذي طال.

ومنذ بداية السنة الجاري، صرح مسؤولو الجماعة في عدة مناسبات عن إيجادهم حلا للمطرح القديم وقرب افتتاح آخر جديد، لكن التطبيق الفعلي لهذه التصريحات لم يكتب له بعد الخروج إلى أرض الواقع.

وفي تعليق على الموضوع، قال نائب رئيس جماعة الدار البيضاء المكلف بقطاع النظافة محمد الحدادي، إنه من المرتقب أن يتم إغلاق المطرح الكبير لمديونة خلال هذا الشهر، مع فتح المطرح الصغير المؤقت الذي سيمتد على مساحة 11 هكتارا خلال أسبوع أو أسبوعين على الأكثر.

وأوضح الحدادي في تصريح لجريدة "العمق"، أن التأخر يعود لاستكمال الإجراءات خاصة مسألة الترخيص، مشيرا إلى أنه ينضاف لذلك المشاكل التي تواجه الجماعة والمتعلقة بالظروف الاجتماعية للأشخاص الذين يشتغلون بالمطرح.

وتابع، أنه يجب العمل على إيجاد حلول سلمية لهؤلاء الأشخاص، موضحاً أن "عدد كبير من الأشخاص يشتغلون بالمطرح أو ما يسمى بـ"النباشة"، لذلك يجب تنظيم هذا الأمر للوصول لحلول جذرية.

وأورد المتحدث، أن ذلك سيتم بالتنسيق مع عمالة مديونة، مضيفاً بالقول، "كل ما هو خارج المطرح تابع للعمالة، وكل ما يتعلق بداخل المطرح فهو تابع للجماعة".

ومن جهة أخرى، قال منسق الإئتلاف الجمعوي من أجل البيئة بمدينة الدار البيضاء المهدي ليمينة، إن المجلس ومنذ بداية ولايته، "يتحایل على الوضع الحقيقي الذي يعيشه المطرح الحالي، الذي لا يحترم شروط السلامة الصحية سواء بالنسبة للسكان أو العاملين في قطاع النظافة، إذ يخلف تأثيراً بيئياً وتلوثاً هوائياً للسكان المحيطة به".

وأوضح ليمينة في تصريح لجريدة "العمق"، أن المجلس وعد في أكثر من مرة بأن المطرح وصل لأشواطه الأخيرة وسيُنطلق، لكننا شارفنا على نهاية ولايته ولازال يصرح بأنه سيتم افتتاحه قريباً، "فهل يبيع لنا الوهم" يقول المتحدث.

وأشار، إلى أن "المجلس يتهرب ويقدم وعوداً كاذبة، فأيام قليلة تبعدنا عن الموعد الانتخابي" متسائلاً إن كان المجلس يريد استغلال ضعف فئة "البوعارة" التي تشتغل بالمطرح والذين يستفيدون منه، وكذا استغلال الفئة الساكنة بمحيطة للمحطات الانتخابية المقبلة".

وشدد منسق الإئتلاف الجمعوي من أجل البيئة، على أنه "لا يجب استغلال المطرح سياسياً"، لافتاً إلى أن المجلس وعمدته ليست لهم الجرأة للإجابة عما إذا كان هناك بلوكاج، فقد مرت سنة ولم يظهر المطرح الجديد بعد.

وتابع في التصريح ذاته، "نتمنى أن تكون له الجرأة للإجابة، للقول بأنه فشل في إيجاد الحلول البديلة للأشخاص الذين يشتغلون بالمطرح".

وختم ليمينة تصريحه بالتأكيد، على أن "مكونات المجلس فشلت في هذا القطاع رغم أن النسيج الجمعوي قام بعدد من المراسلات والوقفات في الموضوع، لكن ليست هناك آذان صاغية" على حد تعبيره.

RESEAUX SOCIAUX

Un immeuble qui s'effrite chaque jour sur la rue jabal bouiblane, résidence pavillon d'or I numéro 8 quartier Bourgogne triangle d'or. Un grand danger sur les piétons et les voitures au quotidien .. On n'arrête pas d'en parler mais sans résultat est ce qu'il faut avoir un accident plus grave ou bien un mort lah ihfed pour régler ce problème !





Save
Casablanca

3j • 🌐

هاته الشاحنة من الوزن الثقيل تحمل أطنان من قنينات الغاز و تدخل يوميا أزقة المدينة القديمة للدار البيضاء مقاطعة سيدي بليوط متسببة في تخريب أرضية الأزقة رغم أنه ممنوع قانونيا عدم دخول الشاحنات للمدينة القديمة لكن غياب دور السلطة المحلية سمح لسائق هاته الشاحنة بتدمير الأزقة و تسببها في تشكيل عدة حفر في الأرض



RENAULT
TRUCKS
DELIVER

Je ne sais pas qui a eu l'idée de placer ce
panneau publicitaire devant ce jolie bijou .

[#Wilayadecasablanca](#)

[#casamémoire](#)

[#casablanca](#)

[#wecasablanca](#)



السلطات المحلية و الشركة الوصية اهلكت وبشكل تشمئز اليه الانفس دورها في صيانة واصلاح المدينة القديمة هناك العديد من الحفر والمنازل الالية للسقوط و منازل مفرغة من ساكنيها و لم تهدم بعد و ضوضاءات التي بنيت من طرف اوباش و عديمين الوعي دون احترام المعايير الجاري بها العمل للاسف اصبحت ساكنة المدينة عاجزة امام هذا القدر الكبير من الفساد الاداري و المؤسساتاتي لقد اصبحت الوضع مزري و اللجان المكلفة بالمشروع الضخم تحت رعاية صاحب الجلالة محمد السادس حفظه الله فلماذا اللجنة المكلفة بالمشروع تتلاوط وتعنتني فقط بالواجهات دون العمل بشكل مسؤول في تحسين الحيات اليومية للساكنة ادعو الجمعيات ان تكون لها الغيرة على المدينة وروح المسؤولية فالمدينة القديمة انجبت اجيال من المهندسين و الدكاترة و المحامين وللأسف شباب المدينة يعانون التهميش و اصبحو مغيبين عن الوعي لا حول لهم ولا قوة الا الوداد لتفريغ الكبت الله يهديكم الله يهديكم علينا لقد طفح الكيل و طغى الخطب حتى غاصت الركب ..



Appel à Monsieur le Maire de Casablanca:

Cher monsieur,

Vous êtes le plus haut responsable du Service d'urbanisme de la ville, le Guichet Unique, Dar el Khadamate, on ne sait plus quel nom lui donner, toujours est-il que ça ne fonctionne pas !

Malgré tous vos efforts, malgré la dématérialisation censée clarifier et accélérer les procédures, malgré les appels répétés de sa Majesté le roi, du gouvernement et de toutes les composantes de la Société Civile pour une stimulation de l'activité économique, plusieurs problèmes persistent, que je me permets humblement de vous soumettre.

1. Le Service d'urbanisme est chargé de délivrer une autorisation à tous les projets de construction, qu'il s'agisse d'industries, de bureaux, de commerces ou d'habitations, ce qui représente, pour les plus modestes d'entre eux, un investissement de près d'un million de dirhams, avec tout ce que cela implique en termes d'emplois et de commercialisation de produits divers (carrelages, sanitaires, etc).

2. Ce Service veille au respect des réglementations en vigueur en matière d'urbanisme, d'architecture et de voirie.

Pour faciliter, accélérer et clarifier des démarches administratives qui ont été unanimement considérées comme étant un blocage à l'investissement, la dématérialisation des procédures a été mise en place et on en est arrivé aujourd'hui à la version 3 de cette expérience, somme toute positive.

Toutefois, je pense que le même problème persiste depuis toujours et il est relatif à l'élément humain, à son encadrement et aux moyens qui lui sont octroyés, moyens proportionnels à la considération dont il fait l'objet de votre part, vous, les élus qui gérez les budgets.

En effet, plusieurs problématiques peuvent aisément être solutionnées si vous souhaitez améliorer la situation.

1. Mettre en place tous les moyens techniques désormais nécessaires à un bon fonctionnement de la plateforme dématérialisée :

- Salles de Commissions équipées en écrans et connectées efficacement
- Mesures de contrôle de la présence des membres en Commissions aux heures annoncées, avec délégation à des fonctionnaires spécifiques la mission exclusive de contrôler les présences et les horaires des représentants des

différentes administrations.

- Octroyer aux fonctionnaires de votre administration qui en font la demande les moyens de déplacement et téléphoniques qui leur permettraient de résoudre des cas urgents. Je vous rassure tout de suite, des fonctionnaires aussi consciencieux sont rares mais ils existent, à vous de les encourager et de les doter des moyens dont ils ont besoin.

- garantir la possibilité technique à l'architecte auteur du projet, qui défend les intérêts de son client, de participer et d'intervenir en Commission par visioconférence, comme c'est prévu mais on en est vraiment loin. Actuellement, les commissions ne se tiennent plus, les fonctionnaires ne se déplacent plus, chacun introduit son avis à partir de chez lui, watsap et le téléphone portable marchent à fond, pour ceux qui ont des appareils chargés...

- sanctionner sévèrement tout fonctionnaire de la Ville chargé du Secrétariat de la plateforme pour tout retard par rapport aux délais légaux de traitement des dossiers.

- permettre, grâce à la mise en place d'un service administratif spécifique, aux architectes et aux citoyens de présenter leurs doléances, avec engagement ferme de votre part d'y apporter une réponse dans les 24h.



Monsieur le Maire, ces problèmes sont dérisoires et peuvent être facilement réglés si l'élément humain s'avère efficace.

Image symbolique constatée hier :

Service d'urbanisme : aucun fonctionnaire pour me recevoir sauf une, ancienne, compétente et sensible aux demandes des citoyens, ..

Service de la Régie, chargés de collecter les taxes de construction : trois fonctionnaires présents mais qui n'ont rien à faire.

J'avais envie d'aller leurs dire : "c'est normal que vous n'ayiez rien à faire vu que les projets d'investissement sont systématiquement bloqués et rejetés par vos voisins du Service d'urbanisme chargés de délivrer les autorisations".

Tout cela n'encourage personne et n'est pas digne de la capitale économique du royaume

RENAULT
TRUCKS
DELIVER



Agence Urbaine de Casablanca